

La Communauté doit trouver 160 millions

Avec un trou de 160,7 millions d'euros, l'ajustement budgétaire risque d'être corsé pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une partie du montant devrait venir grossir le déficit.

FRANÇOIS-XAVIER LEFEVRE

Ce n'est pas triste non plus en Fédération Wallonie-Bruxelles... Si les tuiles budgétaires de la Région Wallonne et de Bruxelles ont fait couler beaucoup d'encre, la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas mieux lotie. Pour faire simple, ses comptes sont dans le rouge.

D'après les chiffres fournis par André Flahaut (PS), son ministre du Budget, la Fédération doit trouver plus de 160 millions d'euros pour boucler son budget 2015. Une sacrée épine quand on sait que l'institution n'a pas de pouvoir fiscal et qu'environ trois quarts des 10 milliards du budget annuel sont octroyés en grande partie à l'enseignement et aux salaires des professeurs. L'ajustement budgétaire qui commence la

semaine prochaine ne sera pas simple.

Mais, à voir ce qui se passe au niveau de la Région wallonne, André Flahaut se dit finalement que cela aurait pu être pire. «*Pour une fois, dans tout ce débat budgétaire, la Fédération n'est pas impactée par le Fédéral au-delà de la modification des paramètres de croissance*». Médusé par cette guerre de chiffres qui oppose le Fédéral et la Région wallonne et dans une moindre mesure Bruxelles, André Flahaut ne minimise pas l'ampleur du travail qui attend les ministres. «*On ne ferme aucune porte. Toutes les pistes doivent être examinées*», estime-t-il.

Revenons sur ce trou de 160,7 millions. En fait, l'enjeu porte sur 248 millions d'euros mais le ministre du Budget peut heureusement déduire 87,3 millions grâce aux provisions mises de côté par le gouvernement en cas d'indexation des salaires et des dotations. Le saut d'index étant désormais bétonné par le Fédéral, cette enveloppe va

partiellement soulager le budget de la Fédération. Cette parenthèse fermée, retour donc aux 160,7 millions!

Outre une détérioration des paramètres de croissance et une baisse de l'inflation, André Flahaut justifie ce montant par différentes charges que le gouvernement doit intégrer dans son budget. «*Il faut par exemple intégrer 14 millions pour le paiement des vaccins des enfants faits par l'ONE et que le Fédéral ne prend plus à sa charge. Nous avons aussi 9 millions pour payer la cotisation des pensions au Fédéral*». Le gouvernement doit enfin régler un vieux litige juridique de 1978 lié à la construction de bâtiments scolaires et pour lequel la Fédération a épuisé tous les recours possibles. Coût: 9 millions.

À côté, André Flahaut doit gérer les demandes de crédits supplémentaires des différents ministres pour le financement de nouvelles politiques. «*Nous sommes à un total de 27 millions*», a-t-il calculé. «*Pour l'instant, je tiens en suspens 23 millions. Ces montants concernent le financement de*

nouvelles politiques pour lesquelles les ministres ne proposent pas de compensations». Ce gel touche par exemple une enveloppe de 5 millions demandée par Joëlle Milquet (cdH), la ministre de l'Enseignement.

Pas 36 solutions

Et les solutions? Le gouvernement risque d'être vite limité. «*On ne va pas porter atteinte aux traitements des gens*», promet André Flahaut. Le ministre dit avoir déjà identifié quelques pistes comme la vente de bâtiments, une meilleure gestion de la dette et un recalcul de l'impact d'un hiver moins rigoureux. La baisse de l'absentéisme dans l'enseignement depuis janvier va également faire économiser 6,5 millions à la Fédération Wallonie-Bruxelles. «*Mais on ne trouvera jamais 160 millions*, prévient-il. *Un arbitrage politique va devoir déterminer où on s'arrête en termes d'économies*».

L'argent qui ne sera pas trouvé viendra, lui, grossir le déficit annuel initialement programmé à 170 millions d'euros.

«On ne trouvera jamais 160 millions. Un arbitrage politique va devoir déterminer où on s'arrête en termes d'économies.»

ANDRÉ FLAHAUT
MINISTRE DU BUDGET À LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

RAPPORT SYNERGIES DANS L'ADMINISTRATION

À son arrivée à la tête des départements du Budget et de la Fonction publique l'été dernier, André Flahaut a entrepris la **visite de l'ensemble des services de l'administration**. Son

objectif: «*Il faut arriver à optimiser les dépenses*». Son **rapport est présenté ce vendredi** aux différentes organisations syndicales. Dans ses conclusions, le ministre prône les **synergies** à gauche et à droite. «*Il faut redéfinir l'organisation dans l'administration et en finir avec les cloisonne-*

ments entre les services. Il faut globaliser quand c'est possible», explique-t-il. André Flahaut prend comme exemple les architectes de la Fédération Wallonie-Bruxelles. «*Il y en a partout. Il faut arriver à mieux les coordonner et les rassembler*». Idem pour les services d'études et des marchés pu-

blics. Le ministre identifie aussi des **synergies avec la Région Wallonne** au niveau de l'informatique, du service au personnel et des bâtiments. «*Nous pourrions également mettre en place une agence de la dette en commun*». L'un dans l'autre, André Flahaut espère **économiser 11 millions d'euros**.